



Deux poids, deux mesures dans la découpe sociale

Le capitalisme mondial étale aujourd'hui de façon obscène son cynisme, notamment en procédant à des fermetures à répétition. L'actualité n'en finit pas d'en égrener la litanie. Dernière en date, ArcelorMittal et ses 1300 travailleurs.

Par ailleurs, l'actualité a également mis en avant d'autres événements qui ont suscité l'indignation. Certains de ces événements touchent des personnes (la reine Fabiola), d'autres des modes de fonctionnement (le Forem et la délocalisation d'une partie de son helpdesk informatique). Parallèlement, des non-événements se produisent tous les jours, comme le quotidien des chômeurs, une fois qu'ils ont quitté le devant de la scène médiatique lors de la fermeture de leur entreprise.

Ces éléments apparemment disparates forment un tout; ils sont les manifestations d'un système qui oeuvre à creuser le différentiel entre ceux d'en haut et ceux d'en bas.

Nous souhaitons, dans cette livraison, mettre en divergence (le terme "parallèle" est mal choisi tant les parcours sont opposés) deux exemples de situations où le droit des plus faibles s'écrit avec une minuscule, et celui des plus forts avec une majuscule. La troisième production, quant à elle, analyse les mécanismes qui contribuent à permettre que ces différentiels s'ancrent de plus en plus efficacement, par la sape de ce qui devrait les endiguer.

L'EXEMPLE AD HOC : GROS-JEAN PIRE QUE DEVANT

Par Jacqueline Fastrès, Sophie Ceusters et Christine Mahy

On connaît la fâcheuse mésaventure de ceux qui sont par inadvertance tombés dans des sables mouvants : plus ils se démènent pour s'en sortir, plus ils s'enfoncent. C'est ce qui est arrivé à ce chômeur de 50 ans, certainement pas seul de son espèce. Au départ de son parcours, cette analyse pointe les doubles contraintes et la schizophrénie en abyme des législations du chômage et du travail, et leurs conséquences : de plus en plus de contraintes individuelles et de moins en moins de couverture sociale pour les chômeurs.

- [Lire l'analyse](#)

LA POLÉMIQUE AUTOUR DE LA FONDATION DE LA REINE FABIOLA UNE PERSPECTIVE TROP ÉTROITE ?

Par Jean Blairon

Une fondation pour tenter d'éviter de contribuer à la redistribution des richesses ? Le projet de la Reine Fabiola a fait grand bruit. La Belgique est choquée ; le gouvernement se penche sur la question des dotations royales ; les spécialistes y vont de leurs commentaires, les uns arguant de la légalité du projet, les autres de son illégitimité et du devoir d'exemplarité de la famille royale.

Il nous semble quant à nous, si on veut opérer un recul réflexif sur la question, que cette polémique illustre parfaitement le nouveau rapport à la règle de la classe dominante dans son ensemble, rapport très asymétrique en regard de la situation des personnes qu'on a décidé d'« activer ».

- [Lire l'analyse](#)

SERVICE PUBLIC ET DÉLOCALISATION DE L'EMPLOI : TENTATIVE DE CONTEXTUALISATION

Par Jean Blairon et Emile Servais

Le Forem vient d'avoir recours, pour la gestion de son helpdesk, à une sous-traitance en partie délocalisée au Maroc. Les réactions fusent, pointant un paradoxe : un service public dédié à combattre le chômage peut-il contribuer ainsi à la délocalisation d'emplois, fussent-ils très peu nombreux ? Pour Jean Blairon et Emile Servais, la question n'est pas de savoir si le service public a fauté ou non, mais de se demander comment on en est arrivé là. Qu'est-ce qui, dans les choix qui ont été posés en amont par rapport à la « modernisation » des services publics, a rendu possible ce qui arrive aujourd'hui ?

- [Lire l'analyse](#)

Janvier 2013

1, Rue des Rélis Namurwès
B-5000 Namur
Belgique

RTA
Réalisation | Téléformation | Animation